

Unité départementale de la Marne
Parc Technologique Henri Farman
10 rue Clément Ader
51100 Reims

Reims, le 13/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SEPE du Plateau

43 boulevard des bouvets
CS90310
92000 Nanterre

Références : D2e 2026-316
Code AIOT : 0005704523

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/03/2026 dans l'établissement SEPE du Plateau implanté Parc éolien 4 vallées 3 51320 Coole. L'inspection a été annoncée le 24/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection s'inscrit dans le cadre du Plan Pluriannuel de Contrôle qui a pour but de vérifier le respect d'un certain nombre de prescriptions de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié, relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement.

Il a également été l'occasion, dans le cadre de l'action régionale « Mesures ERC sur les parcs éoliens » de vérifier la bonne application des mesures d'évitement, de réduction et de compensation (ERC) prescrites pour le parc.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SEPE du Plateau
- Parc éolien 4 vallées 3 51320 Coole
- Code AIOT : 0005704523
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien Quatre Vallées 3 est composé de 8 éoliennes, numérotées E7 à E14, de 2MW de puissance unitaire et de 138,5m en bout de pale et de deux postes de livraison. Ce parc éolien a été mis en service en février 2017.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Voie d'accès carrossable	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7	Sans objet
2	Préservation des enjeux environnementaux locaux	Arrêté Préfectoral du 21/05/2014, article 6	Sans objet
3	Norme électrique	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 9	Sans objet
4	Suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Sans objet
5	Déploiement des mesures ERC prescrites	Arrêté Préfectoral du 21/05/2014, article 9	Sans objet
6	Accès aux aérogénérateurs	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	Sans objet
7	Identification des aérogénérateurs	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	Sans objet
8	Compétence du personnel	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15	Sans objet
9	Propreté	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16	Sans objet
10	Arrêts d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17	Sans objet
11	Contrôle des brides de fixation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18	Sans objet
12	Manuel d'entretien	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19	Sans objet
13	Consignes de	Arrêté Ministériel du 26/08/2011,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	sécurité	article 22	
14	Détection incendie	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 23	Sans objet
15	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24	Sans objet
16	Détection de glace	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 25	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des Installations Classées constate que le parc éolien Quatre Vallées 3 respecte l'ensemble des points contrôlés dans le cadre de la visite d'inspection.

Par échantillonnage, l'Inspection s'est rendue sur site, dans les éoliennes E9, E13 et dans les postes de livraison.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Voie d'accès carrossable

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives
Prescription contrôlée : Le site dispose en permanence d'une voie d'accès carrossable, au moins pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Cet accès est entretenu. Les abords de l'installation placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté.
Constats : Le jour de la visite, l'Inspection a pu parcourir le parc en voiture et notamment s'arrêter sur les plateformes des éoliennes E9, E13 ainsi qu'aux postes de livraison. Elle a pu constater que les voies d'accès et plateformes étaient en bon état et entretenues. L'exploitant indique contractualiser avec une entreprise d'espaces verts chaque année afin de réaliser l'entretien des plateformes et chemins d'accès à raison de 3 voire 4 passages par an. L'inspection des installations classées constate le respect de la prescription.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Préservation des enjeux environnementaux locaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/05/2014, article 6
Thème(s) : Autre, Exploitation

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les plate-formes accueillant les éoliennes sont stabilisées et désherbées, pour ne pas attirer les oiseaux.</p> <p>Le site ne sera pas éclairé pendant la nuit. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de la visite, l'Inspection a pu constater par échantillonnage que les plateformes des éoliennes E9 et E13 étaient désherbées et entretenues.</p> <p>L'exploitant indique contractualiser avec une entreprise d'espaces verts chaque année afin de réaliser l'entretien des plateformes à raison de 3 voire 4 passages par an.</p> <p>L'inspection des installations classées constate le respect de la prescription.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Norme électrique

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 9</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est mise à la terre pour prévenir les conséquences du risque foudre. Le respect de la norme NF EN IEC 61 400-24, dans sa version en vigueur à la date de dépôt du dossier de demande d'autorisation environnementale prévu par l'article L. 181-8 du code de l'environnement, ou, pour un projet de renouvellement, dans sa version en vigueur à la date du dépôt d'un porter-à-connaissance auprès du préfet permet de répondre à cette exigence.</p> <p>Un rapport de contrôle d'un organisme compétent au sens de l'article 17 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation atteste de la mise à la terre de l'installation avant sa mise en service industrielle. Des contrôles périodiques sont effectués pour vérifier la pérennité de la mise à la terre, selon les périodicités suivantes : une fois par an pour le contrôle visuel et une fois tous les deux ans pour le contrôle avec mesure de la continuité électrique.</p>
<p>Constats :</p> <p>La société DET NORSKE VERITAS a certifié que le modèle de machine GAMESA G97 2MW était bien conforme à la norme IEC 61 400-24 par une attestation du 29/06/2012. A la mise en service, cela est confirmé par le bureau SOCOTEC et une attestation datée du 28/11/2016 a été présentée. La continuité électrique est vérifiée par SOCOTEC en novembre et décembre 2016 et la mise à la terre de l'installation est attestée par des rapports d'intervention de février 2017.</p> <p>Un contrôle électrique est réalisé annuellement par SOCOTEC. Les rapports du dernier contrôle daté de mai 2025 ont été présentés et ne relevaient aucune non conformité.</p> <p>L'inspection des installations classées constate le respect de la prescription.</p>

N° 4 : Suivi environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12

Thème(s) : Autre, Exploitation

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents.

Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est

nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans

d'exploitation de l'installation.

Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute

personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de "dépôt légal de données de biodiversité" créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018. Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3. Lorsque ces données sont antérieures à la date de mise en ligne de l'outil de télé-service, elles doivent être versées dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en ligne de cet outil.

Constats :

Des suivis de l'activité de l'avifaune ont été effectués de 2017 à 2019.

Un suivi de mortalité ainsi qu'un suivi de l'activité des chiroptères, conformément au protocole de suivi environnemental en vigueur, a été réalisé en 2018. Les conclusions du bureau d'étude préconisent la mise en place d'un bridage en faveur des chiroptères suite à la découverte de 7 cadavres sur le parc entre juillet et septembre.

L'exploitant a alors mis en place ce bridage et réalisé un nouveau suivi de mortalité. Le bridage n'a pas été fonctionnel sur la durée nécessaire et le suivi a été reconduit en 2021. Les résultats montrent une mortalité nulle pour les chiroptères, prouvant ainsi l'efficacité du bridage.

Les différents rapports et données de suivi ont bien été déposés sur la plateforme DEPOBIO en date du 27/06/2022.

L'exploitant indique qu'un suivi environnemental (mortalité et activité des chiroptères) est prévu pour 2026, 10 ans après le début de l'exploitation du parc.

L'exploitant a présenté l'interface du bridage chiroptères permettant d'acter de sa mise en place notamment en juillet et septembre 2025. L'inspection a pu visualiser les ordres d'arrêts et confirmer qu'ils correspondaient bien aux conditions météorologiques proposées par le bureau d'études. Ainsi, le bridage suivant est appliqué sur le parc :

- du 1er juillet au 30 septembre ;
- du coucher au lever du soleil ;
- pour des vents de vitesses inférieures à 5,5 m/s ;
- pour une température extérieure supérieur à 15 °C.

L'inspection des installations classées constate le respect de la prescription.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Déploiement des mesures ERC prescrites

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/05/2014, article 9
Thème(s) : Autre, Préservation de l'avifaune
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans un délai de 3 mois à compter du début du chantier, la Société d'Exploitation du Parc Eolien du Plateau transmettra à l'inspection des installations classées les justificatifs des engagements qu'elle a pris au travers du dossier de demande d'autorisation d'exploiter s'agissant des mesures compensatoires prévues concernant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la plantation de haies mélangées ou d'arbres, - le suivi et la protection des nichées du Busard Saint-Martin, de l'Œdicnème Criard, du Faucon crécerelle et de la Caille des blés.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique une première plantation de la haie en amont de la mise en service du parc. Lors de la dernière visite de l'inspection des installations classées en 2019, la haie avait été arrachée lors de travaux d'entretien des voiries. Celle-ci a donc été replantée en 2021 et munie de protection ainsi que de panneaux d'informations.</p> <p>Lors de la visite, l'Inspection a constaté la présence de ces trois portions de haies, à l'emplacement prévu par les plans. L'exploitant indique ne pas appliquer de mesures d'entretien ou de suivi de cette plantation hormis un contrôle visuel annuel. Hors, la haie constatée sur site nécessite un entretien. L'exploitant a fait part de sa volonté d'ajouter d'une part ce point de suivi de la haie lors des passages du bureau d'études dans le cadre du suivi environnemental en 2026 et, d'autre part, de demander son entretien à l'entreprise en charge de l'entretien des plateformes.</p> <p>Les suivis de l'activité de l'avifaune réalisés de 2017 à 2019 comprennent une partie spécifique à l'avifaune nicheuse sur le secteur. Les bons de commande transmis à l'Inspection détaille les demandes et méthodologies à appliquer par le bureau d'études. Les rapports indiquent que, pour les trois années de suivi, les espèces cibles n'ont pas été contactées en période de nidification. Les sorties supplémentaires et les mesures de protections de nichées n'ont donc pas été mises en places.</p> <p>L'inspection des installations classées constate le respect de la prescription.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Accès aux aérogénérateurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13

Thème(s) : Autre, Exploitation
Prescription contrôlée : Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.
Constats : Sur site, l'Inspection a vérifié que les installations, par échantillonnage les éoliennes E9 et E13 ainsi que les postes de livraison, étaient fermés à clef. Des demandes préalables et des alertes d'entrée sont envoyées au centre de conduite. L'inspection des installations classées constate le respect de la prescription.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Identification des aérogénérateurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
Thème(s) : Autre, Exploitation
Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2. Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles, soit au moyen de pictogrammes sur un panneau sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment : <ul style="list-style-type: none"> - les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ; - l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ; - la mise en garde face aux risques d'électrocution ; - la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.
Constats : Par échantillonnage, l'Inspection a vérifié que les identifications des aérogénérateurs E9 et E13 étaient correctes. Les panneaux d'informations étaient en place, lisibles et contenaient les informations nécessaires. L'exploitant exprime les difficultés rencontrées pour la tenue en place des panneaux d'informations sur les chemins d'accès dues aux travaux agricoles. L'inspection des installations classées constate le respect de la prescription.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Compétence du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation
Prescription contrôlée : Le fonctionnement de l'installation est assuré par un personnel compétent disposant d'une formation portant sur les risques accidentels visés à la section 5 de l'AMPG, ainsi que sur les moyens mis en œuvre pour les éviter. Il connaît les procédures à suivre en cas d'urgence et procède à des exercices d'entraînement, le cas échéant, en lien avec les services de secours. La réalisation des exercices d'entraînement, les conditions de réalisation des ceux-ci, et le cas échéant les accidents/incidents survenus dans l'installation, sont consignés dans un registre. Le registre contient également l'analyse de retour d'expérience réalisés par l'exploitant et les mesures correctives mises en place.
Constats : Un exercice de mise en situation d'urgence a été réalisé le 6 décembre 2017. Le compte-rendu a été présenté à l'Inspection. Un registre des exercices a été présenté à l'Inspection. Celui-ci recense tous les exercices menés sur les parcs éoliens exploités par EDF Power Solutions. L'exploitant a transmis l'ensemble des formations devant être suivies par le personnel et habilitations requises selon leur implication dans l'exploitation du parc éolien. L'exploitant a également présenté une fiche d'information à destination des services de secours et la procédure de gestion des risques environnementaux. L'inspection des installations classées constate le respect de la prescription.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Propreté

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16
Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation
Prescription contrôlée : L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.
Constats : Les intérieurs des aérogénérateurs E9 et E13 ont été visités par l'inspection. Ceux-ci sont maintenus propres et aucun entreposage n'est opéré. L'inspection des installations classées constate le respect de la prescription.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Arrêts d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17

Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation

Prescription contrôlée :

Avant toute mise en service industrielle, l'exploitant réalise des essais sur chaque aérogénérateur permettant de s'assurer du bon fonctionnement de l'ensemble des équipements mobilisés pour mettre chaque aérogénérateur en sécurité.

- un arrêt ;
- un arrêt d'urgence ;
- un arrêt depuis un régime de survitesse ou depuis une simulation de ce régime.

Suivant une périodicité qui ne peut excéder 1 an, l'exploitant réalise des tests pour vérifier l'état fonctionnel des équipements de mise à l'arrêt, de mise à l'arrêt d'urgence et de mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse en application des préconisations du constructeur de l'aérogénérateur. Les résultats de ces tests sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.

Les installations électriques intérieures et les postes de livraison sont maintenus en bon état et sont contrôlés par un organisme compétent à fréquence annuelle après leur installation ou leur modification. L'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports de contrôle sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 susvisé. Les rapports de contrôle des installations électriques sont annexés au registre de maintenance visé à l'article 19.

Constats :

Des tests sont réalisés annuellement lors des maintenances. L'Inspection a pu contrôler que la checklist de maintenance présentée par l'exploitant reprenait les points concernant les arrêts, arrêts d'urgence et arrêts depuis une simulation du régime de survitesse. Les rapports de la dernière maintenance sur le sujet de juin 2025 ne soulèvent pas de problématiques particulières.

L'inspection des installations classées constate le respect de la prescription.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Contrôle des brides de fixation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18

Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation

Prescription contrôlée :

Trois mois, puis un an après leur mise en service industrielle, puis suivant une périodicité qui ne peut excéder trois ans, l'exploitant procède à un contrôle des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pales et un contrôle visuel du mât de chaque aérogénérateur.

Le contrôle de l'ensemble des brides et des fixations de chaque aérogénérateur peut être lissé sur trois ans tant que chaque bride respecte la périodicité de trois ans.

Selon une périodicité définie en fonction des conditions météorologiques et qui ne peut excéder

6 mois, l'exploitant procède à un contrôle visuel des pales et des éléments susceptibles d'être endommagés, notamment par des impacts de foudre, au regard des limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt spécifiées dans les consignes établies en application de l'article 22 du présent arrêté.

L'installation est équipée de systèmes instrumentés de sécurité, de détecteurs et de systèmes de détection destinés à identifier tout fonctionnement anormal de l'installation, notamment en cas d'incendie, de perte d'intégrité d'un aérogénérateur ou d'entrée en survitesse.

L'exploitant tient à jour la liste de ces équipements de sécurité, précisant leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps.

Selon une fréquence qui ne peut excéder un an, l'exploitant procède au contrôle de ces équipements de sécurité afin de s'assurer de leur bon fonctionnement.

La liste des équipements de sécurité ainsi que les résultats de l'ensemble des contrôles prévus par le présent article sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.

Constats :

Les rapports de vérification à trois mois ont été transmis à l'Inspection.

Le contrôle des brides s'effectue annuellement par marquage. L'Inspection a pu contrôler que la checklist de maintenance présentée par l'exploitant reprenait les points concernant le contrôle des brides et des fixations et que la dernière maintenance de juin 2025 n'avait rien soulevée de particulier.

Concernant le contrôle visuel des pales, il est effectué tous les 6 mois par Siemens-Gamesa. Une fois sur deux, ce contrôle s'effectue par drone. L'exploitant indique qu'à partir de cette année, un deuxième contrôle des pales par drone sera réalisé dans l'année par un organisme extérieur. L'Inspection a pu contrôler que la checklist de maintenance présentée par l'exploitant reprenait les points concernant le contrôle des pales et que la dernière maintenance sur le sujet de février 2026 n'avait rien soulevée de particulier.

Cette checklist reprend également tous les systèmes instrumentés de sécurité, de détecteurs et de systèmes de détection.

L'inspection des installations classées constate le respect de la prescription.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Manuel d'entretien

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19

Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation

Prescription contrôlée :

L'exploitant dispose d'un manuel d'entretien de l'installation dans lequel sont précisées la nature et les fréquences des opérations de maintenance qui doivent être effectuées afin d'assurer le bon fonctionnement de l'installation, ainsi que les modalités de réalisation des tests et des contrôles de sécurité, notamment ceux visés par le présent arrêté.

L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis en amont de l'inspection le manuel d'exploitation et le plan de maintenance du parc. Ceux-ci reprennent l'ensemble des opérations de maintenance à effectuer, leur fréquence et les modalités de réalisation.</p> <p>Le registre de l'installation consiste en la liste des interventions de Siemens-Gamesa et ses sous-traitants, recensées par le centre de conduite via les enregistrements d'entrée. Les causes de l'intervention, les manipulations effectuées (si arrêt de la machine par exemple), les horaires de sortie et d'entrée ainsi que tout autre commentaires peuvent être renseignés en complément. Chaque opération de maintenance est suivi d'un rapport. Le registre a pu être consulté par l'inspection et contenait les informations nécessaires.</p> <p>L'inspection des installations classées constate le respect de la prescription.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Consignes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22
Thème(s) : Risques accidentels, Risques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Des consignes de sécurité sont établies et portées à la connaissance du personnel en charge de l'exploitation et de la maintenance. Ces consignes indiquent :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation ; - les limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt (notamment pour les défauts de structures des pales et du mât, pour les limites de fonctionnement des dispositifs de secours notamment les batteries, pour les défauts de serrages des brides) ; - les précautions à prendre avec l'emploi et le stockage de produits incompatibles ; - les procédures d'alertes avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours ; - le cas échéant, les informations à transmettre aux services de secours externes (procédures à suivre par les personnels afin d'assurer l'accès à l'installation aux services d'incendie et de secours et de faciliter leur intervention). <p>Les consignes de sécurité indiquent également les mesures à mettre en œuvre afin de maintenir les installations en sécurité dans les situations suivantes : survitesse, conditions de gel, orages, tremblements de terre, haubans rompus ou relâchés, défaillance des freins, balourd du rotor, fixations détendues, défauts de lubrification, tempêtes de sables, incendie ou inondation.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'Inspection a pu consulter différents documents de consignes de sécurité :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le plan de prévention (organisation des secours, risques et mesures de prévention, plans) ; - la procédure de gestion des risques environnementaux (consignes générales et procédures par accident) ;

- les consignes de sécurité aux abords des installations (plutôt adressé aux entreprises intervenants uniquement en extérieur).

Les différents documents reprennent les informations demandées dans la prescription.

L'inspection des installations classées constate le respect de la prescription.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Détection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 23

Thème(s) : Risques accidentels, Risques

Prescription contrôlée :

Chaque aérogénérateur est doté d'un système de détection qui permet d'alerter, à tout moment, l'exploitant ou un opérateur qu'il aura désigné, en cas d'incendie ou d'entrée en survitesse de l'aérogénérateur.

L'exploitant ou un opérateur qu'il aura désigné est en mesure de transmettre l'alerte aux services d'urgence compétents dans un délai de quinze minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur.

L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

Constats :

Lors d'une situation d'incendie ou de survitesse, l'astreinte est prévenue et déclenche un protocole spécifique selon la permanence pour la remontée des alertes et pour la gestion de crise. Un document de maintenance décrit le fonctionnement du système de surveillance de la survitesse.

Un document de Siemens-Gamesa reprenant l'ensemble des alarmes de l'installation et les consignes de leur maintenance a été présenté. Par exemple, le détecteur de fumée en nacelle est testé annuellement.

L'inspection des installations classées constate le respect de la prescription.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24

Thème(s) : Risques accidentels, Risques

Prescription contrôlée :

Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :

- d'un système d'alarme qui peut être couplé avec le dispositif mentionné à l'article 23 et qui informe l'exploitant à tout moment d'un fonctionnement anormal.
- d'au moins deux extincteurs situés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de

celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique que chaque aérogénérateur est équipée d'un système de détection incendie en nacelle. Sa maintenance annuelle est reprise dans la checklist.</p> <p>Chaque aérogénérateur possède un extincteur en pied et en nacelle. Les rapports de vérification par SOCOTEC de juin 2025 ont pu être consultés par l'Inspection et ne soulèvent aucune non conformité. Sur place, les extincteurs des éoliennes E9 et E13 et ceux des postes de livraison ont été contrôlés par l'Inspection et sont datés respectivement de juin 2025 et de mai 2025.</p> <p>L'inspection des installations classées constate le respect de la prescription.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Détection de glace

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 25
Thème(s) : Risques accidentels, Risques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque aérogénérateur est équipé d'un système permettant de détecter ou de déduire la formation de glace sur les pales de l'aérogénérateur.</p> <p>En cas de formation importante de glace, l'aérogénérateur est mis à l'arrêt dans un délai maximal de soixante minutes.</p> <p>L'exploitant définit une procédure de redémarrage de l'aérogénérateur en cas d'arrêt automatique lié à la présence de glace sur les pales.</p> <p>Cette procédure figure parmi les consignes de sécurité mentionnées à l'article 22.</p> <p>Lorsqu'un référentiel technique permettant de déterminer l'importance de glace formée nécessitant l'arrêt de l'aérogénérateur est reconnu par le ministre des installations classées, l'exploitant respecte les règles prévues par ce référentiel.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les éoliennes sont équipées d'un système de déduction de détection de glace. En cas de déduction positive, les éoliennes sont mises à l'arrêt et ne sont redémarrées qu'après un contrôle visuel sur place. La procédure est détaillée dans une procédure présentée à l'Inspection.</p> <p>L'inspection des installations classées constate le respect de la prescription.</p>
Type de suites proposées : Sans suite